

## Marcel FOURNIER

sociologue, département de sociologie, Université de Montréal  
directeur de la revue Sociologie et Sociétés.

(1986)

# “Science, culture et société au Québec”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,  
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: [jmt\\_sociologue@videotron.ca](mailto:jmt_sociologue@videotron.ca)

Site web: <http://pages.infinit.net/sociojmt>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: [http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques\\_des\\_sciences\\_sociales/index.html](http://www.uqac.quebec.ca/zone30/Classiques_des_sciences_sociales/index.html)

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque  
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Marcel Fournier, "Science, culture et société au Québec". Un article publié dans l'ouvrage de l'auteur intitulé, pp. 13-40. **L'entrée dans la modernité. Science, culture et société au Québec**. Montréal : Les Éditions coopératives Albert-Saint-Martin, 1986, 240 pp. [Autorisation accordée par l'auteur le 12 décembre 2002]

M. Marcel Fournier est sociologue à l'Université de Montréal et directeur de la revue Sociologie et Sociétés.

[M. Fournier nous a autorisé à diffuser la totalité de son œuvre publiée au Québec, le 12 décembre 2002]

[marcel.fournier@umontreal.ca](mailto:marcel.fournier@umontreal.ca)

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times, 12 points.

Pour les citations : Times 10 points.

Pour les notes de bas de page : Times, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2001 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format  
LETTRE (US letter), 8.5'' x 11''

Édition complétée le 1<sup>er</sup> mai 2004 à Chicoutimi, Québec.



# Table des matières

[Présentation de l'éditeur](#)

[Introduction](#)

["Sciences, culture et société au Québec"](#)

- [La modernité, une question de générations ?](#)

[Tableau I](#) : Intellectuels, scientifiques et générations

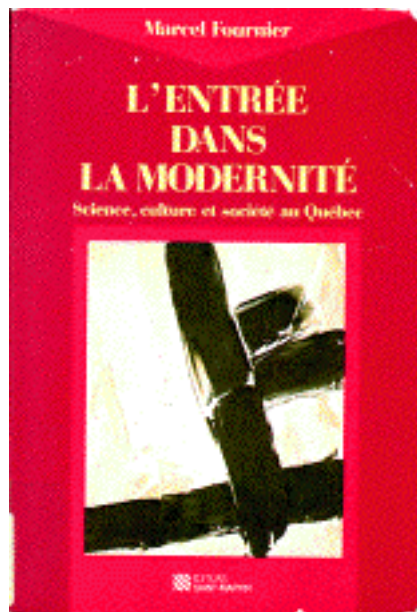
[Tableau II](#) : Périodisation du développement de l'activité intellectuelle et scientifique au Québec

- [Dogme et raison](#) : le renversement du discours sur la vérité
- [Conversion intellectuelle et reconversion sociale](#) : la nouvelle classe moyenne

Marcel Fournier

L'entrée  
dans  
la modernité

Science, culture, et société au Québec.



Montréal: Les Éditions Albert Saint-Martin,  
1986, 240 pp.

Illustration de la couverture : Paul-Émile Borduas, Collection du Musée d'art contemporain, Sans titre (n° 65) (1959?), huile sur toile. Reproduite avec l'aimable autorisation de Mme Gabrielle Borduas.

# Présentation de l'auteur et de l'œuvre

*(au verso du livre)*

[Retour à la table des matières](#)

Professeur au département de sociologie à l'Université de Montréal et chercheur à l'IQRC, Marcel Fournier est président de la Fédération des associations des professeurs d'universités du Québec. Il est aussi secrétaire de la revue *Sociologie et sociétés*, membre du comité de rédaction de *Recherches sociographiques* et membre fondateur de *Possibles*. Il est l'auteur de *Communisme et anti-communisme au Québec* (Éditions Albert Saint-Martin, 1979). *Entre l'école et l'usine, la formation professionnelle des jeunes travailleurs* (Éditions Albert Saint-Martin, 1980) et *Les générations d'artistes* (IQRC, 1986).

Fruit de recherches menées au cours des dix dernières années, *L'entrée dans la modernité* propose une vision neuve du développement de la vie intellectuelle et scientifique au Québec depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle jusqu'à nos jours.

L'auteur présente les itinéraires de grands intellectuels, artistes et scientifiques et analyse leur contribution à l'élaboration de nouvelles disciplines. Leur œuvre, essentielle à la modernisation du Québec, est inséparable des institutions et des mouvements auxquels ils appartiennent : Édouard Montpetit et l'Université de Montréal, le frère Marie-Victorin et les sciences naturelles, le R.P. Georges-Henri Lévesque, o.p., et les sciences sociales, Jean-Charles

Falardeau et la sociologie, Paul-Émile Borduas et les arts visuels. Chacun à sa manière oppose à la tradition séculaire la compétence, et au sens commun des générations précédentes, la science et le savoir du spécialiste. Des dogmes sont ébranlés, de nouveaux rapports à la réalité et à la nature s'imposent, une nouvelle conception de l'individu et de la société prend forme, remettant en question les vérités et les identités anciennes. Ce faisant, la culture et l'érudition ne sont plus le seul fait du prêtre, du journaliste et du fonctionnaire : de nouvelles figures émergent qui modèlent différemment le statut de l'intellectuel; le professeur d'université, le chercheur et l'artiste créateur trouvent alors leurs places.

La lecture de *L'entrée dans la modernité* est indispensable à tous ceux et celles qui aujourd'hui doutent de la capacité du Québec d'affronter les nouveaux défis. Pour notre petite collectivité, le handicap de son accès tardif à la modernité pourrait se révéler un avantage et lui permettre de devenir "post-moderne" avant les autres. La spécificité du Québec réside moins dans son retard que dans la façon dont s'y est réalisé le changement.

# Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Hier comme aujourd'hui, la question du progrès soulève les plus vives passions. Des observations de voyageurs étrangers aux 18<sup>e</sup> et 19<sup>e</sup> siècles aux études empiriques de sociologues et d'ethnologues, un seul et même constat : manifestement nécessaire, l'entrée du Québec dans la modernité apparaît difficile, impossible. Dans cette partie septentrionale du Nouveau-Monde, la modernité est pendant longtemps identifiée au Mal : tantôt à la France « laïque et libre penseuse », tantôt à l'Amérique matérialiste et capitaliste. Il n'y a pas refus du changement, mais celui-ci ne paraît acceptable qu'à la condition de maintenir une fidélité au passé.

Du Canada français, Marshall McLuhan aimait dire qu'il avait dans son histoire franchi deux siècles, passant directement du 17<sup>e</sup> au 20<sup>e</sup> siècle et qu'en comparaison avec le Canada anglais, qui était demeuré dans le 19<sup>e</sup> siècle, il était mieux pourvu pour entrer dans le siècle prochain. Si ce siècle devait être celui du Canada, pourquoi le suivant ne serait-il pas celui du Québec ? C'est la thèse du « privilège du retard historique » : pour la petite collectivité francophone d'Amérique, le handicap de son accès tardif à la modernité, qui apparaît déjà ancienne, pourrait très bien se révéler un avantage et lui permettre de devenir post-moderne avant toutes les autres. S'il y a « spécificité du

Québec », celle-ci réside moins dans son « retard » que dans la façon dont s'est réalisé le changement.

L'histoire de la « modernisation » de la société québécoise est bien connue. Manifeste à partir du milieu du 19<sup>e</sup> siècle, ce processus, pour les uns trop rapide et pour les autres trop tardif, implique des changements profonds de l'économie et de l'organisation sociale et politique : industrialisation et urbanisation du territoire, mobilisation-mobilité des populations, différenciation des groupes et des classes et multiplication des conflits sociaux, séparation de l'Église et de l'État, laïcisation des institutions, etc. <sup>1</sup> Tout ne date donc pas de la Révolution tranquille et des années 60. La société québécoise n'a pas un beau matin balancé, selon l'expression de Paul-Émile Borduas, « la tuque et le goupillon » et elle n'est pas, comme par génération spontanée, sortie d'une longue période de léthargie, de la « grande noirceur » pour accéder soudainement à la lumière, à la modernité. En faisant de l'arrivée au pouvoir du Parti libéral du Québec le moment de la rupture entre l'ancien régime et le nouveau, on a rendu la période antérieure immobile, archaïque. L'image qui s'est imposée est celle du « retard », de la « tardiveté ». Certains ont même qualifié le Canada français de « communauté médiévale moderne ».

Cette impression bien ancrée dans les croyances a quelques raisons d'être. Les innovations ont souvent été introduites progressivement, pièce par pièce, au fur et à mesure qu'étaient réunies les conditions de leur réalisation. D'une manière générale, à la guerre frontale, on a préféré la guerre des tranchées, celle des courtes avancées et des petites victoires. Pas de rupture mais une lente évolution sous le signe de l'équilibre, de la mesure et du juste milieu. Le Québec s'est ainsi retrouvé, pour reprendre le titre d'une monographie classique du sociologue américain Everett C. Hughes, à la « rencontre de deux mondes ». Et plus que tout autre moment, les années 30 et 40 semblent avoir constitué une « sorte de zéro entre le passé et l'avenir <sup>2</sup> » : il y a d'abord la crise économique, des trajectoires sociales brisées, une mise en disponibilité d'individus et de groupes ; ensuite la guerre, une ouverture au monde, une multiplication des communications et un accès à de nouvelles technologies. Du Québec, on dira, avec Jacques Godbout, qu'il a alors deux Têtes à Papineau <sup>3</sup> : l'une tournée vers le passé, repliée sur elle-même et fidèle protectrice de la langue, des traditions et du patrimoine; l'autre ouverte sur l'international, préoccupée d'universel et ardente avocate du progrès, de la science et de la démocratie. Cette opposition divise la collectivité francophone, elle tiraille ceux-là mêmes qui se sont engagés dans l'action : c'est le

<sup>1</sup> Voir K. McRoberts et D. Postgate, *Développement et modernisation du Québec*, Montréal, Boréal Express, 1984.

<sup>2</sup> Fernand Dumont, « Vie intellectuelle et société, depuis 1945 », dans Pierre de Grandpré, *Histoire de la littérature française du Québec*, tome 3, Montréal, Beauchemin, 1969, p. 15.

<sup>3</sup> Jacques Godbout, *Les têtes à Papineau*, Paris, Le Seuil, 1981.



conflit du « national » et du « social », de la foi et de la raison, bref la querelle apparemment indépassable des anciens et des modernes. L'enjeu de ce débat est indissociablement intellectuel et politique : l'introduction d'un mode de connaissance scientifique opposé au savoir doctrinal et à la culture lettrée remet en question la légitimité de la culture, du mode de gestion des élites devenues traditionnelles (Église, notables locaux, etc.). Elle invite au changement des mentalités et des institutions, en particulier des institutions scolaires (collège classique, université).

Dans cette querelle, la stratégie des intellectuels est virtuellement une stratégie du « pouvoir spirituel <sup>1</sup> » qui consiste à opposer le « pouvoir des idées » au pouvoir politique. En ce sens, le savoir qu'ils constituent est plus qu'un discours de légitimation pour la classe dominante, il devient aussi une condition d'exercice de tout pouvoir. Au Québec, peut-être plus qu'ailleurs. Le savoir deviendra un contrepouvoir entre les mains des intellectuels, un moyen de contester les pouvoirs politiques et religieux ; il apparaîtra, dans le même temps, comme leur moyen d'accéder à des positions de pouvoir.

Toute notre histoire nationale ne se résume pas à la seule confrontation qui à la fois oppose et unit le prêtre et l'homme politique. Déjà au tournant du siècle, de nouvelles figures s'imposent : le journaliste et le fonctionnaire occupent l'espace public et, par leur mode d'action indirecte, ils développent de nouveaux rapports à la politique; ils entendent exercer une influence intellectuelle et politique sans s'engager dans l'action politique, ni appartenir à un groupement religieux. Ensuite, avec le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, l'université devient progressivement un centre de plus en plus important de la vie intellectuelle : au clerc-pédagogue se substitue le professeur-chercheur, et l'« homme de lettres » ou l'érudit laisse la place à l'expert. Ceux-là même qui sont apparus comme les « intellectuels de la modernité » se transforment en « spécialistes de la modernisation » et qu'ils soient à l'université, dans la fonction publique ou au service des médias, ils participent au renouvellement des modes de pensée et de gestion du savoir : ils se présentent d'emblée comme les « pères de la Révolution tranquille ». Biaisée, cette vision s'est pourtant répandue et a occulté une bonne partie des réalisations antérieures.

On connaît encore mal quand et comment s'est réalisée au plan culturel l'entrée du Québec dans la modernité : le vaste mouvement dans lequel est entraînée cette société depuis la fin du siècle dernier provoque de profondes modifications des modes de vie et de pensée, il exige une plus grande rationalisation de la gestion des ressources naturelles et humaines et une utilisation plus systématique des savoirs spécialisés et professionnels. Ici comme

<sup>1</sup> Pierre Thibault, *Savoir et pouvoir, Philosophie thomiste et politique cléricale au XIXe siècle*, Québec, PUL 1972, p. XXVII.

ailleurs, le progrès est associé à la professionnalisation des savoirs et au développement de la recherche scientifique, il est le produit de ce qu'on peut appeler *l'effet de science*<sup>1</sup>, c'est-à-dire de l'imposition d'une représentation de la nature et de la société qui doit de plus en plus à la connaissance scientifique.

Les études que nous réunissons ici illustrent divers aspects du développement des activités intellectuelles et scientifiques au Québec depuis la fin du 19e siècle et plus particulièrement durant la période décisive de l'entre-deux-guerres : Édouard Montpetit et l'Université de Montréal, le frère Marie-Victorin et les sciences naturelles, le R.P. Georges Lévesque, o.p., et les sciences sociales à l'Université Laval, Jean-Charles Falardeau et la sociologie, Paul-Émile Borduas et les arts visuels<sup>2</sup>. Même si nous mettons en lumière l'action de ces individus, notre perspective est résolument sociologique : leur action s'est exercée dans un contexte qui, par les ressources mobilisées, donna une orientation et une signification particulières à l'économie, à la politique et à la culture. Comme Léon Gérin et Marius Barbeau en sciences sociales au début du siècle, Léon Lortie et Adrien Pouliot en sciences dans les années 20 et 30 et les R.P. Mailloux et Guillemette en sciences humaines dans les années 40, chacun de ces intellectuels et de ces scientifiques a, par les efforts qu'il a déployés pour assurer le développement de nouvelles disciplines et spécialités, contribué à la modernisation de la culture québécoise. Chacun à sa manière a entrevu et développé la spécialisation et la professionnalisation des savoirs. Au nom de la compétence, on opposa à la tradition séculaire, à l'ignorance des générations précédentes, à l'amateurisme et au sens commun, la science et le savoir du spécialiste. Des dogmes ont été ébranlés, de nouveaux rapports à la réalité et à la nature se sont imposés, une nouvelle vision de la société et de l'individu s'est élaborée, remettant en question les vérités et les identités anciennes.

<sup>1</sup> Pierre Bourdieu, *Homo academicus*, Paris, Éd. Minuit, 1984, p. 44.

<sup>2</sup> Ces études sont des versions profondément modifiées des textes suivants : Marcel Fournier, « Science, culture et société au Québec. L'entrée dans la modernité », dans C. Savary et C. Panaccio, *Les Idéologies et les Stratégies de la raison*, Montréal, Hurtubise HMH, 1984, pp. 213-236 ; Marcel Fournier, « Édouard Montpetit et l'université moderne ou l'échec d'une génération », *Revue d'histoire d'Amérique française*, vol. 36, n° 1, 1982, pp. 5-30; Marcel Fournier, Louis Maheu et Francine Descarries-Bélanger, « Le Frère Marie-Victorin et les petites sciences », *Recherches sociographiques*, vol. XX, n° 1, janvier-avril 1979, p. 39 ; Marcel Fournier, « L'institutionnalisation des sciences sociales au Québec », *Sociologie et Sociétés*, vol. V, n° 1, pp. 28-57 ; Marcel Fournier, « Jean-Charles Falardeau et le développement de la sociologie universitaire au Québec », *Recherches sociographiques*, vol. XXIII, n° 3, septembre-décembre 1982, pp. 361-387 ; Fournier, Marcel et Robert Laplante, « Borduas et l'automatisme : les paradoxes de l'art vivant », *Possibles*, vol. 1, n° été 1977, pp. 127-165. Que tous ceux et celles qui, d'une manière ou d'une autre ont été associés à la réalisation de ces études, soient remerciés : en particulier Francine Descarries-Bélanger, Robert Laplante, Louis Maheu et Claudette Richard. Nous avons aussi bénéficié pour certaines étapes de ces recherches de l'appui financier du CRSH et de la FCAR.

Pour le Québec francophone, le défi du changement est d'autant plus grand qu'il veut devenir moderne tout en conservant sa culture, c'est-à-dire qu'il souhaite adopter de nouveaux modes de vie et maîtriser de nouveaux savoirs sans pour autant s'angliciser ou s'américaniser. Que d'efforts, même de la part des modernes, pour mettre en valeur la culture paysanne et défendre la foi chrétienne ! Que de discours pour dénoncer les dangers de l'américanisation ! Pour sa part, la nouvelle génération d'intellectuels et de scientifiques ne renonce ni à son ancienne philosophie (thomiste) ni à son ancienne culture générale (gréco-latine) et si elle s'est faite le défenseur de la rationalité scientifique, elle n'abandonne pas pour autant ses convictions religieuses. Quant à ceux qui, les premiers quittent les sentiers battus pour développer de nouvelles disciplines et spécialités, ils sont eux-mêmes souvent des membres du clergé ou de communautés religieuses. Le changement s'effectue par osmose complexes, transferts d'influences, déplacements de pouvoirs. Le risque est grand pour tous ceux qui, « agents de changement », s'obligent aux pires compromis. « Nombreux, remarquait Borduas dans ses *Projections libérantes*, ceux à l'attitude ambivalente. Ils font la part de Dieu, la part du diable <sup>1</sup>. » Et même pour celui qui veut « détruire les malentendus », il n'est pas facile d'« ordonner dans l'unité les éléments contradictoires ». D'où cette impression persistante d'immobilisme : seule l'effervescence est retardée mais pas le changement.

Au plan politique, le refus de solutions radicales conduit à renvoyer dos à dos le libéralisme capitaliste et le communisme totalitaire pour privilégier une troisième voie qui prend ici la forme du coopératisme et pour un moment, celui du corporatisme : le Québec espère développer une économie mixte et devenir une société où les écarts entre individus et groupes ne seraient pas trop grands et où la réussite dépendrait du mérite (et des connaissances acquises). Pour une collectivité démunie en capitaux politiques, la stratégie de développement ne peut être que collective et basée sur le « culte de la compétence » (formation scolaire, spécialisation, recherche, etc.). « Nous ne bâtissons rien de solide que sur la connaissance », affirme Édouard Montpetit; « Le salut [de la nation] passe par la science », précise le frère Marie-Victorin. Et si la destinée du peuple s'est au 19<sup>e</sup> siècle jouée dans l'enceinte parlementaire, pourquoi ne se jouerait-elle pas, comme le pensait Jean Désy, un élève et un disciple de Montpetit, à l'Université ?

Pour une société dépendante ou un groupe ethnique minorisé, l'importance du savoir est d'autant plus grande qu'en plus de constituer un moyen d'épanouissement personnel et une voie privilégiée d'accès à des positions supérieures, il apparaît comme un outil de développement collectif. Aux pouvoirs des armes et de l'argent, que peut-on opposer d'autre que celui de la culture et

<sup>1</sup> Paul-Émile, Borduas, *Projections libérantes*, Montréal, Mytra-Mythe Éditeur, 1949, p. 38.

de l'intelligence ? Associée à la recherche d'une troisième voie en politique, alimentée par la vision utopiste d'un avenir où l'univers serait dominé par la rationalité et par la technique et où la gestion serait confiée à une « élite de la pensée », la volonté d'introduire la connaissance comme « troisième force » entre le capital et le travail exprime le mouvement qui, dans la société québécoise, pousse à la formation de groupes intermédiaires - ces fameuses classes moyennes - en même temps que se constitue un milieu intellectuel et scientifique plus autonome. Par une sorte d'alchimie sociale, la mobilité d'une nouvelle génération de jeunes formés à l'université s'articule à la mobilisation politique contre les élites devenues traditionnelles pour assurer le renouvellement de la culture savante. La science acquiert une plus grande place et ceux qui la détiennent, un statut social plus élevé et plus de pouvoir. Paul-Émile Borduas sera l'un des rares à s'en inquiéter : « Notre raison permet l'envahissement du monde, écrit-il dans le Refus global, mais d'un monde où nous avons perdu notre unité. »

## “Science, culture et société au Québec”

[Retour à la table des matières](#)

Si ce n'est d'avoir contribué en arts et en sciences au développement culturel du Québec entre 1920 et 1950, rien ne semble, au premier abord, commun à des intellectuels aussi différents que les R.P. Lévesque et Mailloux, o.p., le frère Marie-Victorin, l'économiste Esdras Minville, le scientifique Adrien Pouliot, le sociologue Jean-Charles Falardeau et le peintre Paul-Émile Borduas. Non seulement les disciplines dans lesquelles ils oeuvrent sont différentes mais les positions politiques et idéologiques qu'ils adoptent sont souvent diverses, voire même opposées : les uns demeurent très liés à l'Église, les autres prennent une distance, parfois très grande, à l'égard de la religion, certains sont ouvertement nationalistes, les autres s'engagent dans la défense du fédéralisme. Mais au-delà de leurs divergences idéologiques et de leurs différences sociales, ces intellectuels se rejoignent dans les efforts qu'ils ont déployés pour assurer le développement de nouvelles disciplines intellectuelles et scientifiques et, plus fondamentalement, pour imposer un nouveau rapport à la culture. La culture demeure toujours le signe de distinction sociale d'une classe supérieure, mais elle tend à devenir un instrument de connaissance que manipulent des « professionnels de la culture ».

Pour rendre compte des changements qui, au plan intellectuel, se produisent au Québec entre 1920 et 1950, l'on peut évidemment prendre en considération les influences intellectuelles externes, et l'introduction de nouvelles technologies ; mais la réception de ces « influences » ne trouve localement ses conditions de possibilité que dans une conjoncture sociale, politique et économique qui, tout en rendant nécessaires ces changements culturels, rend disponibles ceux-là même qui vont les opérer. En d'autres termes, le poids des variables structurelles se conjugue à celui des variables individuelles (caractéristiques sociales et scolaires des intellectuels) pour réunir, le temps d'une génération, les conditions d'importantes innovations culturelles.

À plus d'un égard, l'étude que Carl E. Schorske consacre à l'Autriche de la fin du 19<sup>e</sup> siècle est exemplaire <sup>1</sup> et révèle une situation analogue. On assiste en 1890 à une désintégration de la culture morale et esthétique dominante et à la naissance du « modernisme qui prend alors la forme d'un *reshuffling of the self* » (la reformulation de l'être). La coïncidence de ces transformations avec les divers événements politiques et sociaux que traverse l'Autriche - échec du libéralisme classique, émergence rapide de mouvements antisémite, clérical ou socialiste, etc., - serait factice si les uns (culturels) et les autres (politiques) n'étaient reliés par l'expérience qu'en ont une même génération d'intellectuels : les « jeunes révoltés » sont en effet les « enfants d'une culture libérale vaincue ». Confrontés aux mêmes expériences culturelles, sociales et politiques, ces intellectuels de la fin du siècle opèrent une « sorte de révolte oedipienne collective » qui se manifeste dans un refus à la fois de l'autorité de leur père et de la légitimité de la culture libérale traditionnelle. Centrée sur l'homme rationnel, cette culture affirme que la domination scientifique de la nature et le contrôle moral de soi sont les conditions de création de la « bonne vie » et de la « bonne société » ; son rejet conduira au développement d'une préoccupation nouvelle pour sa propre vie psychique allant jusqu'au narcissisme.

Prenant pour objet une période très fertile en innovations culturelles - Freud en psychanalyse, Hosmannsthal en littérature, Klimt en arts plastiques, Schoenberg en musique - Schorske fournit une illustration de l'« effet de génération », c'est-à-dire du poids qu'exerce sur un groupe d'intellectuels un « espace temporel et social commun ». S'inspirant largement des travaux de cet historien, David S. Luft poursuivra cette étude pour la « génération de 1905 » - et en particulier pour Robert Musil <sup>2</sup> - génération née dans un vacuum moral, et qui cherche une manière de vivre dans une société de masse,

<sup>1</sup> Carl E. Schorske, *Fin-de-siècle Vienna, Politics and Culture*, New York, Vintage Books, 1981, p. 376.

<sup>2</sup> David S. Luft, *Robert Musil and the Crisis of European Culture, 1880-1942*, Berkeley, University of California Press, 1980, p. 323.

industrielle et pluraliste. Conscients de la fragilité de la civilisation humaine et de l'incertitude de la connaissance, ces intellectuels, qui refusent toute forme de dogmatisme, cherchent de nouvelles valeurs positives dans l'inconscient, la sexualité et le rêve. Même si le concept de génération ne permet aucune précision mathématique, Luft l'utilise pour rendre compte de l'expérience commune qu'un groupe d'intellectuels a des problèmes sociaux et politiques (Première Guerre mondiale et fascisme) et d'une culture savante (impact de la science et des écrits de Nietzsche, absence de philosophie cohérente, etc.). Le recours à ce concept apparaît d'autant plus justifié qu'il est central à l'expérience et au sentiment d'identité de Musil lui-même, qui voulait « penser à travers l'expérience spirituelle de sa génération ».

### *La modernité, une question de générations ?*

[Retour à la table des matières](#)

Au Québec comme ailleurs, les intellectuels participent de la culture de leur époque : formés dans les mêmes institutions scolaires, initiés aux mêmes textes et auteurs, ceux-ci ont la même familiarité avec un ensemble de savoirs, la même sensibilité à un ensemble de problèmes et développent, grâce à divers exercices scolaires, les mêmes habiletés intellectuelles. Bref, ils sont dotés d'un programme homogène de perception, de pensée et d'action qui leur confère une « parenté d'esprit ». Cette parenté n'est pas seulement morale ou idéologique, elle est aussi et surtout logique, les intellectuels d'une même génération tendant, surtout lorsqu'ils ont suivi les mêmes itinéraires sociaux, à maîtriser un corps commun de catégories de pensée <sup>1</sup> Il y a donc un « effet de génération ». Sous le seul rapport à la modernité les différences d'âge ne sont pas toujours des plus significatives, mais la prise en considération de cette variable (date de naissance) permet d'effectuer un premier découpage au sein même de la population des intellectuels et des scientifiques qui rétrospectivement apparaissent liés au mouvement de modernisation de la culture québécoise.

---

<sup>1</sup> Pierre Bourdieu, « Systèmes d'enseignement et système de pensée », *Revue internationale des sciences sociales*, vol. XIX, n° 3, 1967, pp. 367-388.

Tableau 1  
Intellectuels, scientifiques et générations

Né avant 1880

Errol Bouchette (1863-1912)	Essayiste et romancier, né à Québec. Études en notariat. Fonctionnaire au gouvernement fédéral. Auteur de l'essai <i>Emparons-nous de l'industrie</i> (1901).
Léon Gérin (1863-1951)	Sociologue et historien, fils de l'écrivain Antoine Gérin-Lajoie. Études en droit et séjour d'études (sciences sociales) à Paris. Fonctionnaire au gouvernement fédéral. Auteur du <i>Type économique et social des Canadiens</i> (1937).

Né entre 1880 et 1890

Édouard Montpetit (1881-1951)	Économiste, fils de l'écrivain A. Montpetit. Études en droit et séjour d'études à l'École des sciences politiques de Paris. Secrétaire de l'Université de Montréal et directeur fondateur de l'École des sciences sociales, politiques et économiques de l'Université de Montréal. Auteur des essais, <i>La Conquête économique</i> (1938-1942, 3 vol.).
Frère Marie-Victorin (1885-1944)	Botaniste, né à Kingsey Falls, fils d'un commerçant. Études à l'Académie commerciale de Québec et au noviciat des Frères des Écoles chrétiennes. Professeur au Collège de Longueuil et, à partir de 1920, à l'Université de Montréal. Fondateur du Jardin botanique de Montréal, animateur de l'ACFAS et auteur de <i>La Flore laurentienne</i> (1935).

Né en 1890 et 1900

Esdras Minville (1896-1975)	Économiste, fils de cultivateur-pêcheur, né à Grande-Vallée. Études à l'École des Hautes Études Commerciales de Montréal. Professeur aux HEC et doyen de la Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal. Auteur-éditeur de <i>Notre milieu</i> , aperçu général sur la province de Québec (1943).
Adrien Pouliot (1896-1980)	Mathématicien, fils de pilote, né à l'Île d'Orléans. Études à l'École polytechnique de Montréal, à la Sorbonne et à l'Université de Chicago. Professeur et doyen de la Faculté des sciences de l'Université Laval.

Né entre 1900-1910

R.P. Georges-Henri Lévesque, o.p. (1903-2000)	Fils de chef de gare. Né à Roberval. Études de philosophie et de théologie au Scolasticat d'Ottawa et de sciences sociales à l'Université de Lille. Professeur et directeur de l'École des sciences sociales de l'Université Laval.
Paul-Émile Borduas (1905-1960)	Peintre, fils d'artisan-menuisier, né à St-Hilaire. Études à l'École des beaux-arts de Montréal et séjour d'études en art sacré à Paris. Professeur à l'École du meuble de Montréal (1937-1948) et auteur de <i>Re fus global</i> (1948).
François Hertel (1905-	Écrivain né à Rivière-Ouelle. Études en théologie à Rome.



Tableau 1  
Intellectuels, scientifiques et générations

1985)	Jésuite et professeur au collège Jean-de-Brébeuf. Auteur du roman <i>Le Beau Risque</i> (1940) et de l'essai <i>Pour un ordre personnaliste</i> (1942).
Jacques Rousseau (1905-1970)	Botaniste et ethnologue, fils d'ingénieur, né à Saint-Lambert. Études à l'Université de Montréal et à l'Université Cornell. Professeur à l'Université de Montréal, sous-directeur du Jardin botanique de Montréal et directeur du Musée de l'Homme d'Ottawa. Auteur de l'essai <i>L'Hérédité de l'homme</i> (1945).
<b>Né entre 1910-1920</b>	
Jean Charles Falardeau (1914-1989)	Sociologue, fils d'un cadre moyen d'une entreprise commerciale, né à Québec. Études en sciences sociales à l'Université Laval et à l'Université de Chicago. Professeur de sociologie à l'Université Laval et codirecteur de la revue <i>Recherches sociographiques</i> . Auteur-éditeur des <i>Essais sur le Québec contemporain</i> (1953).
Marcel Rioux (1919-1992)	Sociologue, fils de marchand général, né à Amqui. Études en philosophie à Ottawa et en sciences sociales à Paris. Anthropologue au Musée de l'Homme d'Ottawa (1947-1959) et professeur de sociologie à l'Université de Montréal. Auteur de <i>Belle-Anse</i> (1957) et de <i>La Question du Québec</i> (1969).

En raison même du développement des arts, des lettres et des sciences dans les années d'après-guerre, le nombre d'intellectuels et de scientifiques nés entre 1910 et 1920 est très élevé : on retrouve aussi le journaliste André Laurendeau (né en 1912), l'économiste Maurice Lamontagne (né en 1917), les écrivains Robert Charbonneau (né en 1911) et Robert Élie (né en 1915), les historiens Guy Frégault (né en 1918) et Albert Faucher (né en 1915), etc.

Ce premier découpage demeure fragile : la division d'un groupe intellectuel ou d'un corps scientifique est souvent fonction moins de l'âge comme tel que des différences opposant des générations d'intellectuels ou de scientifiques. Cette division, qui repose sur l'« âge professionnel », reflète des variations dans les conditions d'accès et de réussite à une carrière intellectuelle ou scientifique. Le poids de la conjoncture pendant laquelle un intellectuel ou un scientifique entreprend sa carrière (date d'obtention du dernier diplôme universitaire, date d'accès à un premier emploi) est indéniable : chaque période confronte les intellectuels et les scientifiques à des enjeux socio-politiques spécifiques, leur impose des contraintes institutionnelles particulières et leur fournit des « chances » différentes (ressources financières et humaines, conditions de travail, etc.).

En regard de ces conditions, on reconnaît habituellement qu'une rupture importante, déterminante s'opère au lendemain de la Seconde Guerre mondiale <sup>1</sup> même si le processus de «modernisation» s'est déroulé sur plusieurs décennies et a pris, selon l'expression du sociologue américain Everett C. Hughes, la forme de la «rencontre des deux mondes». Pour sa part, Raymond Duchesne distingue, dans son étude *La Science et le Pouvoir au Québec, 1920-1965* <sup>2</sup> quatre périodes, dont les points de repère importants sont d'ordre politique : l'époque des fondations (1920-1935), le «vire d'un temps nouveau» (1946-1951), autour de la Commission Tremblay (1952-1959) et la Révolution tranquille (1960-1965). Cette périodisation diffère quelque peu de celle que nous avons élaborée et qui distingue deux périodes principales : 1) une période des «pionniers» caractérisée par la lutte pour l'acquisition d'une légitimité culturelle pour l'activité scientifique et par la mise sur pied des institutions ou «fondations», et 2) une période dite de la «science académique» (et des savoirs professionnels) définie par la concentration de l'activité scientifique dans les milieux universitaires <sup>3</sup>. Pour la plupart des disciplines scientifiques, le passage de l'une à l'autre s'est effectué au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (entre 1945 et 1950).

Le passage d'une phase à l'autre ne s'opère pas «du jour au lendemain» et se caractérise par un ensemble de tensions résultant de la «rencontre de la tradition et de la modernité». Même s'il n'est pas facile de déterminer les frontières exactes d'une période, on peut se référer à quelques événements qui ont acquis une dimension symbolique : par exemple, la création en 1920 de l'Université de Montréal (qui devient alors indépendante de l'Université Laval) et la mise sur pied cette même année d'une Faculté des sciences et aussi l'ouverture en 1943 des nouveaux édifices de l'Université de Montréal sur la montagne. Pour établir la fin de cette période de transition, on peut aussi se référer à un événement auquel Raymond Duchesne accorde une grande importance à savoir, en 1952, la mise sur pied de la Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels que préside le juge Thomas Tremblay. Cette commission demandée par le gouvernement provincial dirigé alors par Maurice Duplessis coïncide avec une «crise universitaire» au sujet de l'intervention du gouvernement fédéral (subventions) dans le financement des activités universitaires. Quelques années auparavant (1949), le gouvernement fédéral a créé une Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada et en a confié la présidence et la vice-présidence à M. Massey et au R.P. Georges-Henri Lévesque. À ces deux

<sup>1</sup> Cyprien Ouellet, *La Vie des sciences au Canada français*, Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1964.

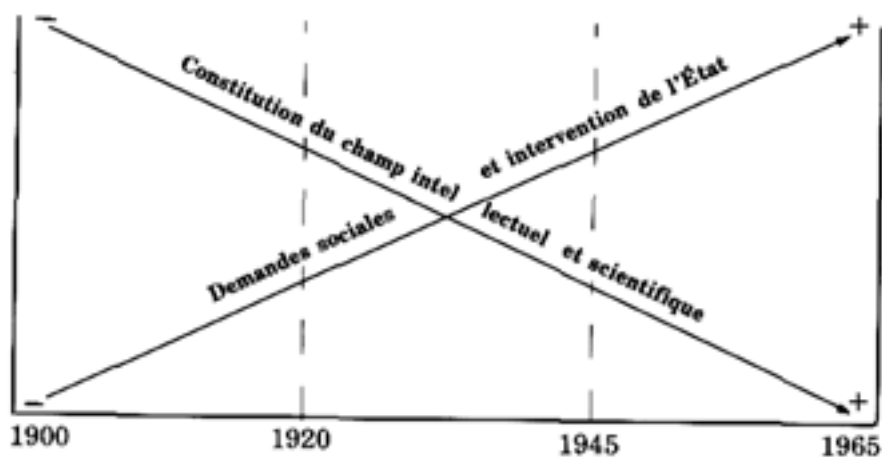
<sup>2</sup> Raymond Duchesne, *La Science et le Pouvoir au Québec, 1920-1965*, Québec, Éditeur officiel du Québec, 1978.

<sup>3</sup> Pour une présentation de ces deux phases ou conjonctures et du passage de l'une à l'autre, voir Marcel Fournier et Louis Maheu, «Nationalisme et nationalisation du champ scientifique québécois», *Sociologie et Sociétés*, vol. 7, n° 2, novembre 1975, pp. 5-33 voir également ci-dessous «Le frère Marie-Victorin et les "petites sciences"», p. 76 ss.

moments, la vigueur des débats qui opposent nationalistes et fédéralistes permet de constater l'importance sociale et politique qu'ont prise l'université et la science. Le tableau qui suit veut illustrer le développement croissant de l'activité intellectuelle et scientifique, et ainsi offrir une vue d'ensemble sur les enjeux de la situation de cette époque.

Construit autour de deux axes principaux (constitution d'un champ scientifique/accroissement des demandes sociales et intervention de l'État), ce schéma risque de donner une représentation simplifiée du développement de l'activité intellectuelle et scientifique au Québec, mais il offre l'avantage de dégager les caractéristiques de chacune des périodes. Pensons aux intellectuels et aux scientifiques qui ont entrepris leur carrière à la fin du 19e siècle et au tout début du 20e : ce sont des « amateurs » et chacun dans sa discipline joue le rôle de « précurseur ».

Tableau 2  
Périodisation du développement de l'activité intellectuelle et scientifique au Québec



- 1862 Le Naturaliste canadien
- 1871 École Polytechnique de Montréal
- 1882 Société royale du Canada
- 1910 École forestière, Université Laval
- 1920 Université de Montréal
- 1924 Institut scientifique franco-canadien
- 1933 Premier congrès ACFAS
- 1939 Jardin botanique de Montréal
- 1943 Université de Montréal sur la montagne
- 1947 Commission Massey
- 1952 Commission Tremblay
- 1954 Université de Sherbrooke
- 1961 Commission Parent

**Science des amateurs et des pionniers**

**Science académique**

**Conditions d'exercice de l'activité intellectuelle et scientifique**

- |  |  |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation générale en droit, médecine, théologie et philosophie. Séjour en Europe.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Formation universitaire en sciences sociales. Études supérieures aux États-Unis.</li> </ul> |
|--|--|

**Conditions d'exercice de l'activité intellectuelle et scientifique**

- |   |  |
|---|--|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Absence de postes permanents dans l'enseignement universitaire et la recherche.</li> <li>- Cumul de charges d'enseignement.</li> <li>- Nouveaux secteurs d'emplois : journalisme et fonction publique.</li> <li>- Lieux de travail : cabinet, bibliothèque et salon. Conférences publiques (Institut scientifique franco-canadien).</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Carrière dans l'enseignement universitaire.</li> <li>- Laboratoire ou travail sur le terrain (enquêtes, etc.).</li> <li>- Colloques scientifiques (ACFAS).</li> </ul> |
|---|--|

**Pratiques intellectuelles et style de vie**

- |  |   |
|--|---|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dilettantisme et culture lettrée (lecture et exégèse de livres)</li> <li>- Rédaction d'essais, de manuels scolaires et d'articles pour revues de culture générale (Revue Canadienne, Revue Trimestrielle Canadienne).</li> <li>- Manifestation de préoccupations littéraires, politiques et religieuses.</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Recherche systématique à caractère empirique. Recours à la statistique.</li> <li>- Obtention de subventions.</li> <li>- Revues savantes ou scientifiques</li> <li>- Compétence technique et neutralité.</li> </ul> |
|--|---|

*Culture humaniste et bon goût*

*Culture du professionnalisme*

Âgés d'une vingtaine d'années à la toute fin du 19e siècle, ces intellectuels entreprennent leur carrière dans une période de prospérité économique (1896-1929) suscitée par la mise en valeur de l'Ouest canadien, la construction ferroviaire et la poussée industrielle du Canada central, et marquée, au plan politique, par l'accession de Wilfrid Laurier, chef du Parti libéral, au poste de Premier ministre du Canada (1896-1911). D'idéologie libérale et eux-mêmes employés de la fonction publique fédérale, les Bouchette et Gérin apparaissent comme les premiers « intellectuels » canadiens-français qui, en dehors ou au-delà de toute partisanerie politique et de toute affiliation religieuse, entendent réfléchir sur le « destin du Canada français » au moment de son entrée dans la modernité. Souvent isolés, ces intellectuels se sont initiés en autodidactes à de nouvelles disciplines (sociologie, économie politique, botanique) sans rompre avec leur identité professionnelle première; ils poursuivent souvent leurs

recherches en « amateurs » sans véritable support institutionnel et social. Cette génération trouve son expression artistique dans l'oeuvre du peintre paysagiste Suzor Côté (1869-1939): fils de notaire, né à Arthabaska, celui-ci jouit de la « protection » du Premier ministre lui-même, acquiert rapidement une grande visibilité (expositions à Paris, contrats pour les édifices gouvernementaux), et parvient à « vivre de son art » tout en réalisant une oeuvre personnelle.

La génération suivante, celle d'Édouard Montpetit et du frère Marie-Victorin, est aussi celle du pédagogue-administrateur Victor Doré (né en 1880), de l'anthropologue Marius Barbeau (1883-1967), de Mgr Olivier Maurault (1882-1968), recteur de l'Université de Montréal, et de Mgr Alexandre Vachon (né en 1885), professeur de chimie à l'Université Laval. Tout comme la génération précédente, celle-ci en est une de « pionniers », mais l'action qu'elle exerce se déploie à un niveau institutionnel. Animée par le « culte de la compétence », cette génération dont plusieurs membres ont été formés en Europe - pensons aux anciens d'Europe et à leur revue *Opinions* - multiplie, de concert avec le gouvernement libéral provincial dirigé par Lomer Gouin, les efforts pour doter le Québec francophone d'un ensemble d'institutions scolaires spécialisées tant au niveau secondaire qu'universitaire : écoles techniques, École des beaux-arts à Québec et à Montréal, facultés de sciences et de commerce dans les universités francophones, etc. Le projet d'une université moderne, à la fois francophone et catholique, sur la montagne symbolise et concrétise les ambitions de cette génération d'intellectuels<sup>1</sup>. À ce projet, se greffera tout naturellement celui du Jardin botanique qui sera l'oeuvre d'un scientifique, le frère Marie-Victorin : par la réunion et la classification de milliers de plantes, cette institution, qui relève à la fois du jardin et du laboratoire, exprime bien le contrôle que l'homme entend avoir sur la nature par l'accumulation de connaissances scientifiques.

Peut-être plus que tout autre intellectuel ou scientifique, le frère Marie-Victorin, qui entreprend sa carrière universitaire en 1920, réunit, non seulement dans ses activités mais aussi dans sa personnalité, les caractéristiques et aussi les ambiguïtés de ceux qui participent au mouvement de modernisation du savoir. De formation qui s'apparente à celle de l'amateur, celui-ci occupe un poste et exerce des activités qui relèvent du spécialiste ; même s'il établit des relations étroites avec des chercheurs anglo-saxons, canadiens et américains, il demeure lié au mouvement nationaliste canadien-français (par exemple, l'Association catholique de la jeunesse canadienne) et réalise, par sa *Flore laurentienne* (1937), une oeuvre scientifique qui a aussi une portée politique (identification des caractéristiques « naturelles » propres au territoire qu'occupent les Canadiens français, utilisation du terme « Laurentie »); enfin la multiplication de ses activités scientifiques ne remet

<sup>1</sup> Voir ci-dessous « Édouard Montpetit et l'université moderne -ou l'échec d'un génération », p. 47 ss.

pas en question ses engagements religieux, sa foi, « l'oratoire » pouvant être concilié, selon son expression, avec le « laboratoire ». Et « l'œuvre de sa vie », le Jardin botanique de Montréal, construit en pleine période de crise économique, exprime bien le double rapport que l'on continue d'entretenir avec la nature et avec la science. Cette institution est indissociablement un lieu de recherche pour les chercheurs, un lieu de vulgarisation pour les amateurs et un lieu de loisir pour le public.

La génération des « élèves » d'Édouard Montpetit et des « disciples » du frère Marie-Victorin entrera en scène entre 1920 et 1945, plus précisément pendant la période qui va de la crise économique à la Seconde Guerre mondiale. Impliquée directement dans un même processus de « modernisation » des pratiques et des institutions culturelles, cette génération d'intellectuels, dont un grand nombre sont universitaires, contribuera à ce qu'on peut appeler la « professionnalisation » de la culture, c'est-à-dire à la constitution d'un corps de spécialistes qui, formés dans des institutions universitaires, exercent un contrôle de plus en plus complet et autonome sur la production et l'évaluation des œuvres culturelles. L'une des conditions d'un tel professionnalisme sera « la réunion, dans une même structure, à savoir l'université, de la production des connaissances et de la formation des professionnels <sup>1</sup> ».

Tout autant sinon plus qu'une réorientation idéologique (défense du progrès, de l'industrie, de la ville), l'entrée dans la modernité renvoie donc plus fondamentalement à une modification du rapport à la réalité. Ce changement correspond à une découverte de la réalité (empirisme) et plus exactement à l'introduction-généralisation de la technique en tant que « méthode rationnelle » (en vue d'une fin) de connaissance et de maîtrise de cette réalité, physique ou humaine. La technique, l'instrument ou la méthode acquiert une telle importance qu'elle tend à se substituer à la finalité elle-même : l'action se veut instrumentale, la conduite « raisonnable », la politique fonctionnelle.

En art, cette réorientation prend, en plus de l'introduction de thèmes urbains, deux formes : d'une part, une préoccupation pour un art appliqué (l'architecture et la décoration, le dessin publicitaire et le design) et pour son insertion dans la société actuelle (*Modern Style*), d'autre part, et d'une façon plus significative, une préoccupation pour la *méthode elle-même* au dépens de l'objet produit. Sur ce plan, les *Projections libérantes* de Borduas seront capitales. Contre la tradition, ce discours pédagogique est l'affirmation d'une méthode, celle de l'automatisme, comme mode de connaissance et d'expression de la réalité intérieure.

<sup>1</sup> M. Sarfati-Larson, *The Rise of Professionalism, a Sociological Analysis*, Berkeley, University of California Press, 1977, p. 17.

***Dogme et raison :  
le renversement du discours sur la vérité***

[Retour à la table des matières](#)

Pour caractériser les intellectuels et les scientifiques qui participent activement, entre les années 20 et 50, au développement culturel du Québec, l'on ne retient habituellement que la dimension idéologique : leur « progressisme » et leur « modernisme ». Tous apparaissent, à un titre ou à un autre, comme des « pères de la Révolution tranquille ». Mais plus fondamentalement et au-delà de leurs différences et de leurs divergences politiques et intellectuelles, ceux qui seront les maîtres d'œuvre de la modernisation de l'école et de la culture, partagent et cherchent à imposer un même et nouveau *rapport à la réalité*. Pour ces intellectuels et universitaires, la recherche de solutions aux divers problèmes pratiques ne peut reposer sur la seule tradition ou sur la doctrine, elle nécessite l'acquisition d'une connaissance exacte, celle que fournit soit l'expérimentation soit la collecte de données objectives. Au livre et à l'exégèse des textes viennent alors s'ajouter, à la fois comme voies d'accès à la connaissance et comme outils pédagogiques, le laboratoire et le « travail sur le terrain » : au lettré qui oeuvre dans son cabinet ou dans une bibliothèque, on substitue, en tant qu'image du savant, le naturaliste qui collecte lui-même divers spécimens de plantes et le chimiste qui manipule dans son laboratoire de nombreuses éprouvettes. En médecine et en agronomie, la formation universitaire fait alors une place plus grande à la diffusion des connaissances scientifiques : la réorganisation de la Faculté de médecine à l'Université de Montréal au début des années 20 exige la mise sur pied d'une Faculté des sciences. Toutefois, même si ces institutions universitaires francophones se dotent de laboratoires et d'équipement scientifique, la recherche biomédicale demeure, jusqu'au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, embryonnaire : l'un des premiers instituts de recherche dans ce secteur, l'Institut du cancer de Montréal, date de 1947 et est l'œuvre d'un professeur d'université, le docteur Cantero et d'un praticien, le docteur Louis-Charles Simard. Même si ce centre de recherche a lieu à l'hôpital Notre-Dame, sa création signifie un déplacement dans le mode et le lieu d'acquisition des connaissances médicales : de la chambre d'hôpital ou la salle d'opération, au laboratoire ; de l'expérience accumulée tout au long d'une carrière médicale à l'expérience selon les exigences et les normes des milieux scientifiques ; du



seul stéthoscope au microscope <sup>1</sup> La médecine demeure un « art » mais pour maintenir et accroître sa légitimité, elle doit désormais se doter des attributs de la science.

En sciences sociales, en sciences humaines <sup>2</sup> et aussi en pédagogie, un déplacement similaire s'effectue : la valeur d'une action politique ou pédagogique ne repose plus sur le seul respect de principes doctrinaux, elle doit aussi tenir compte de la réalité elle-même, celle de la société ou celle de l'individu. Les premières activités de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval, qui reprend à son compte le slogan de Léon Gérin « Du positif, du positif ! », sont des enquêtes empiriques : enquête sur le logement à Québec, étude du réseau routier québécois, etc. La Faculté des sciences sociales de l'Université de Montréal s'engagera dans la même voie, à Édouard Montpetit, brillant conférencier et fin causeur, succède Esdras Minville, chercheur modeste et terne. Même si Minville voue une grande admiration à Montpetit, dont il partage et diffuse plusieurs idées, et qu'il est toujours un homme de doctrine (celle de l'Église), il n'en connaît pas moins un itinéraire social et un rapport à la culture très différents, beaucoup plus près de la réalité concrète que de la théorie, plus près des livres comptables que des essais littéraires. Son oeuvre la plus importante est son *Étude du Québec* réalisée avec la collaboration de collègues : il s'agit d'une description, secteur par secteur, de la situation économique du Québec. L'ouvrage consacré à l'agriculture, qui réunit des études d'économistes, de géologues, de botanistes et d'agronomes, constitue une critique sévère des pratiques agricoles des générations antérieures, de leur ignorance : face aux maux économiques et sociaux mis à jour par la crise, une seule attitude apparaît possible, « étudier, organiser la recherche dans tous les domaines <sup>3</sup> ».

Les conflits et les oppositions ne sont donc pas uniquement de nature politique. Au milieu des années 40, une réflexion sur la pédagogie oppose le R.P. Cousineau, s.j., au R.P. Mailloux, o.p., dans les pages de la revue *Collège et Famille*. Ce débat renvoie à deux conceptions non seulement de l'enfant - l'enfant naturellement « mauvais » dont il faut former, par la discipline, le caractère et l'enfant naturellement « bon » dont il faut, par le biais d'une pédagogie souple et empreinte de compréhension et de dialogue, assurer l'épa-

<sup>1</sup> Au sujet de l'importance du déplacement de lieu dans l'histoire de la recherche biomédicale, voir C. Salomon-Bayet, *L'Institution de la science et l'expérimentation du vivant*, Paris, Flammarion, 1978.

<sup>2</sup> L'on peut y inclure l'histoire, même si celle-ci a déjà une longue tradition de recherche et qu'elle demeure, encore dans les années 20 et 30, entachée d'une pensée doctrinaire. Mais il faut bien voir dans l'oeuvre du chanoine Groulx et aussi dans les travaux de ses disciples non pas seulement la traduction d'une doctrine, mais aussi l'objet d'une professionnalisation - ouverture de postes et de départements universitaires, création en 1947 de la Revue *d'histoire de l'Amérique française*, etc. - qui conduira à dissocier la « petite histoire », celle qu'élaborent amateurs et notables locaux, de l'histoire.

<sup>3</sup> Esdras Minville, « Préface », *L'Agriculture, Études de notre milieu*, Montréal, Fides, 1943, p. 10.



nouissement de la personnalité - et de la relation de l'enfant à l'adulte - autorité contre liberté - mais aussi à deux conceptions du processus d'élaboration de ces théories pédagogiques. Contrairement à la première démarche qui s'inspire de quelques principes doctrinaux et qui s'appuie largement sur l'expérience des pédagogues, la seconde se veut scientifique et exige une connaissance de la psychologie de l'enfant, des processus cognitif et émotif. L'enfant n'est plus un « monstre que l'on craint », mais un « mystère » que l'on veut découvrir.

Au même moment, en arts plastiques, la défense de l'art vivant amène les artistes à s'émouvoir devant les dessins d'enfant : l'enfant est alors perçu comme un « poète » qui « engendre les objets les plus merveilleux, fruits de sa vive imagination ». L'importance de cette « découverte » est considérable pour les artistes, puisqu'elle permet d'illustrer que la démarche de l'artiste professionnel, son processus de création, n'est pas fondamentalement différent de celui qu'emprunte l'enfant dans ses dessins naïfs : dans l'un et l'autre cas, la valeur d'une oeuvre d'art, sa « vérité » et sa beauté, ne repose pas sur son respect des normes officielles ou des dogmes, mais bien sur son adéquation à la réalité (intérieure de l'artiste). L'automatisme sera alors aux arts plastiques ce que le personnalisme est à la pédagogie : une découverte de la « richesse intérieure » et une revendication de liberté<sup>1</sup>. Les diverses réactions que suscite à la fin des années 40 cet art nouveau fournissent une bonne indication des nouveaux clivages qui se forment au sein des classes moyennes et supérieures : l'automatisme naît dans une école relativement marginale, l'École du meuble, et recrute, en tant que mouvement, des jeunes habituellement issus des classes populaire et petite-bourgeoise. De plus, ceux qui dans le public apparaissent plus sensibles à cette forme d'expression sont souvent plus scolarisés et étroitement liés aux milieux intellectuels et scolaires : professeurs d'université et d'école spécialisée, journalistes, éditeurs, etc. L'automatisme véhicule une critique non seulement de l'académisme (celui de l'École des beaux-arts) mais aussi du bon goût « bourgeois ».

Parce qu'il nécessite un nouveau mode d'acquisition et de transmission des connaissances, ce « déplacement paradigmatique » qui s'effectue dans diverses disciplines entraîne une plus grande « professionnalisation » des activités intellectuelles, dont les premiers indices sont la mise sur pied d'institutions spécialisées de formation et l'organisation d'organismes ou d'associations professionnelles. En arts plastiques, ce mouvement de professionnalisation demeure à l'époque très embryonnaire mais la formation artistique est déjà l'objet d'un enseignement formel, de plus en plus spécialisé : avec la mise sur pied d'écoles d'art, l'accès à la carrière artistique ne dépend plus seulement de la rencontre d'un maître mais également de l'obtention d'un diplôme scolaire. Par ailleurs, une initiative qui réunit artistes et spécialistes de l'art (historiens,

<sup>1</sup> Voir ci-dessous « Borduas et les paradoxes de l'art vivant », p. 218. Il y aurait tout lieu de discuter l'ouvrage de J.R. Ostiguy.

architectes, critiques, etc.), la Contemporary Art Association, fournit une indication de la volonté de ces « professionnels » d'obtenir une plus grande autonomie dans l'établissement des normes d'évaluation des oeuvres d'art. En tant que regroupement d'artistes et de spécialistes qui se consacrent à l'art et entendent se donner eux-mêmes les moyens de défendre et faire connaître leurs oeuvres (conférences, expositions, etc.), cette association, animée par John Lyman, à laquelle se joindra Paul-Émile Borduas, se différencie nettement du salon bourgeois où se rencontrent, à titre d'« amateurs d'art », artistes et hommes cultivés ou d'une réunion de bénévoles de musée.

En sciences, ce processus de différenciation est encore plus net et plus rapide : l'une des premières expressions du nouveau rapport à l'activité intellectuelle est la mise sur pied, en 1923, de l'Association canadienne-française pour l'avancement des sciences (ACFAS), dont les premiers congrès se tiendront au milieu des années 30. Contrairement à l'Institut scientifique franco-canadien, mis sur pied à la même époque, cette association, après avoir marginalisé les amateurs, deviendra un lieu de rencontre où des spécialistes, le plus souvent diplômés et professeurs d'université, s'échangent le résultat de leurs lectures et de leurs recherches et établissent eux-mêmes les normes d'évaluation de leurs travaux scientifiques.

À ce changement dans le mode d'exercice de l'activité intellectuelle, l'on peut ajouter un autre, tout aussi important, qu'il faudrait étudier d'une manière plus approfondie. Il s'agit de la modification de la relation que les intellectuels francophones entretiennent avec la culture, les intellectuels et les institutions anglo-saxonnes, qu'elles soient anglo-canadiennes ou américaines. Le frère Marie-Victorin est en contact régulier avec des chercheurs de l'Université McGill et établit une relation privilégiée avec le professeur Fernald de l'Université Harvard. Le R.P. Lévesque invite le sociologue E.C. Hughes à l'Université Laval et incite, pendant la guerre faut-il préciser, ses étudiants à poursuivre leurs études supérieures dans les universités canadiennes-anglaises et américaines. Lui-même maintient des relations avec des collègues canadiens-anglais et est actif au sein de la Canadian Political Association, dont il deviendra le président.

En arts plastiques, le « centre » demeure toujours Paris : Borduas y séjourne quelques années après ses études à l'École des beaux-arts, Pellan y demeure beaucoup plus longtemps, y « subissant » toutes les influences, Riopelle et Fernand Leduc, les disciples de Borduas, s'y exileront. Mais déjà pendant la Seconde Guerre mondiale, New York exerce un grand attrait. Enfin, sur le plan local les artistes franchissent les barrières linguistiques pour former, à l'instigation de Lyman, la Contemporary Art Association ou pour exposer à la galerie Dominion, dirigée par M. Stein.

De façon plus générale, ce changement d'attitudes qui nécessite une meilleure maîtrise de la langue anglaise implique une profonde modification culturelle : à l'amour de la France s'ajoute l'admiration pour les États-Unis, à la valorisation d'une grande « culture » se superpose la maîtrise d'une « compétence » technique, spécialisée.

### *Conversion intellectuelle et reconversion sociale : la nouvelle classe moyenne*

[Retour à la table des matières](#)

Prise de distance à l'égard de la pensée doctrinaire et de la culture lettrée, déplacement du lieu d'exercice de l'activité intellectuelle, acquisition de connaissances par le moyen d'enquêtes ou d'études empiriques, organisation de lieux de rencontre et d'associations à caractère spécialisé et professionnel, insertion dans des réseaux scientifiques anglophones, canadiens ou américains, telles sont les manifestations de l'établissement d'un nouveau mode d'exercice de l'activité intellectuelle et plus largement, du développement d'un nouveau rapport à la culture, lequel correspond à une restructuration du champ intellectuel et du système universitaire et aussi des relations que celui-ci entretient avec les champs politique et religieux.

L'entrée du Québec dans la modernité, que l'on identifie à la « Révolution tranquille », est habituellement réduite à un ensemble de phénomènes économiques et sociaux à caractère général : urbanisation et industrialisation, modernisation de la technologie, multiplication des « problèmes sociaux » et intervention croissante de l'État. En ce qui concerne le mode de vie, la transformation la plus manifeste est l'« américanisation » : diffusion de journaux, revues et autres médias dits de « culture de masse », commercialisation des loisirs, etc. Plus visibles et plus rapides au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, ces diverses modifications apparaissent comme une « adaptation » à des changements dont l'origine est, en raison de la situation de dépendance du Québec, externe, étrangère. Mais la réponse à ces pressions venant de l'extérieur n'est nullement indépendante des conditions sociales et politiques internes, en particulier de la structure sociale. La forme même que prend cette réponse traduit en effet les stratégies économiques, sociales ou culturelles qu'élaborent les divers groupes pour maintenir ou améliorer leurs positions sociales.

La période qui s'étend de la crise économique jusqu'aux années 50 en est une agitée non seulement par les événements qui se produisent (la guerre, par exemple) mais aussi par la restructuration profonde des rapports sociaux : plusieurs groupes et classes sociales voient alors se modifier leurs conditions de vie ainsi que leurs positions sociales et leur pouvoir. Ils sont alors contraints de développer de nouvelles stratégies, non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan politique et culturel. L'école devient alors un enjeu de toute première importance, la « question scolaire » est d'autant plus névralgique que non seulement elle signifie la remise en question du monopole qu'exercent le clergé et les communautés religieuses sur tout le réseau francophone, mais également l'opposition entre les groupes ethniques et les classes sociales.

Ces années qui vont de la crise économique à la Seconde Guerre mondiale sont cruciales pour la petite bourgeoisie et la « moyenne » bourgeoisie francophones<sup>1</sup>. Les nombreuses faillites et l'absorption de petits commerces et des petites et moyennes entreprises par les grandes entreprises nationales et multinationales obligent les membres de ces classes à réorganiser la structure de leur capital économique et culturel et à modifier leurs stratégies économiques, sociales et politiques. Sur le plan économique et politique, ceux-ci recourent plus spontanément à des actions collectives (coopératisme en agriculture, par exemple), critiquent plus ouvertement la concurrence anglo-saxonne (nationalisme de l'achat chez nous, entre autres choses) et acceptent plus facilement une intervention de l'État dans certains secteurs d'activités.

Les premières inquiétudes que fait naître l'« encombrement » du marché des professions libérales coïncident avec la renaissance du mouvement nationaliste : dans l'un des premiers numéros de *L'Action française*, l'avocat et professeur de droit, Antonio Perrault, incite ses collègues, surtout les jeunes, à se préoccuper des questions sociales et à s'engager dans de nouvelles carrières<sup>2</sup>. Dès les années 30 quelques jeunes de « bonne famille » quittent les « sentiers battus » et s'inscrivent en sciences, en commerce ou en sciences sociales. Pendant les années difficiles de la crise, la « rébellion » des Jeunes-Canada est une manifestation qui conduit à des bifurcations de carrière : André Laurendeau s'oriente vers le journalisme, Pierre Dansereau entreprend des études supérieures en agronomie, etc. Au même moment, un Jean-Marie Gauvreau, fils de médecin né à Rimouski en 1903, poursuit un itinéraire

<sup>1</sup> Selon l'expression de P.A. Linteau, R. Durocher et J.C. Robert, *Histoire du Québec contemporain, 1867-1929*, Montréal, Boréal Express, 1979. Les auteurs de cette synthèse historique notent qu'« à la fin des années 1920, les assises économiques traditionnelles de ce groupe (de petits entrepreneurs et de commerçants) paraissent précaires. Une partie de la petite bourgeoisie se trouve cependant de nouveaux rôles dans l'expansion du personnel politique, judiciaire et culturel » (*Ibid.*, p. 468).

<sup>2</sup> A. Perrault, « Les professions libérales », *L'Action française*, vol. 4, n° 3, mars 1920, p. 97.

scolaire atypique pour devenir le directeur de l'École du meuble : études au collège Sainte-Marie et à l'École technique, stages à l'École des Hautes Études Commerciales et à l'École des beaux-arts de Montréal, études à Paris dans une école d'arts appliqués à l'industrie du meuble, l'école Boule. L'ensemble des activités des Jeunes-Canada a un impact immédiat : accès à la tribune publique, organisation de réunions qui obtiennent un vaste succès, réaction d'hommes politiques comme le premier ministre Alexandre Taschereau. Leur critique des aînés est très sévère et se mêle d'un profond mépris, principalement à l'égard des politiciens. Mais conservant un côté « fils-à-papa », ces jeunes « rebelles » parviennent difficilement à camoufler leurs propres intérêts de futurs intellectuels et professionnels : ils se plaignent candidement de la situation des avocats qui « sont devenus des salariés quand ce n'est pas des crève-la-faim »; ils réclament une nouvelle classe politique qui serait une élite aux teintes généralement littéraires, etc. Leur exclusion (temporaire) du marché des professions intellectuelles ne les conduit donc pas à remettre radicalement en question le système capitaliste ; l'amélioration de leur position sociale et de leurs conditions d'existence semble plutôt passer par un renouvellement du personnel politique et plus largement par une « nationalisation » de divers marchés du travail.

C'est ainsi qu'au moment de sa première campagne électorale, l'Union nationale, dont le programme politique est largement inspiré du Programme de restauration sociale, sera identifié au « progrès » et à la « modernité ». Ce parti regroupera alors, en une alliance fort fragile, d'une part d'anciennes « forces financières » liées au Parti conservateur et d'autre part de nouvelles « forces intellectuelles » (il a l'appui des Jeunes-Canada, des membres de l'Action libérale nationale, de jeunes scientifiques progressistes, etc.).

En comparaison de la position de ces fils de « bonne famille », celle des membres de la petite bourgeoisie devient au milieu des années 30 tout aussi, sinon plus fragile, puisqu'ils perdent leurs assises économiques traditionnelles. Rapidement, le rapport que ceux-ci entretiennent avec l'école change : parce qu'ils ne peuvent plus assurer le maintien et l'amélioration de leur position sociale d'une génération à une autre seulement par la transmission du patrimoine et l'accumulation de quelques économies, ils doivent, pour assurer leur reconversion<sup>1</sup> en une nouvelle classe moyenne, effectuer un investissement beaucoup plus massif et diversifié dans l'éducation, non plus seulement au niveau secondaire (cours commercial) mais aussi au niveau supérieur. Structurellement plus près et aussi en interaction avec les milieux anglophones, les membres de cette petite bourgeoisie industrielle et commerciale sont souvent au niveau local dans une situation de concurrence et d'opposition

<sup>1</sup> Au sujet de la notion de « reconversion sociale », voir Pierre Bourdieu, L. Boltanski et M. de Saint-Martin, « Les stratégies de reconversion sociale », *Informations sur les sciences sociales*, vol. 12, n° 5, 1974, p. 61-113; P. Bourdieu, « Classement, déclassement, reclassement », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 24, novembre 1978, pp. 2-23.

avec les membres des professions libérales, ils apparaissent plus « matérialistes » et aussi beaucoup plus familiers avec l'univers de la technique. Tirant profit de la « chance » que leur offre la conjoncture (restructuration de l'économie, saturation du marché des professions libérales, ouverture de nouvelles institutions universitaires), plusieurs jeunes issus de ce milieu mettront à profit un ensemble de dispositions culturelles (esprit de sérieux et ascétisme, valorisation d'une compétence spécialisée, familiarité avec la technique, etc.) associées à la position et aux conditions sociales de leur famille. Ce qui pouvait apparaître comme un désavantage se transformera en avantage : le choix de filières scolaires moins « nobles », moins prestigieuses leur donne en effet accès aux nouvelles carrières scientifiques et administratives <sup>1</sup>.

Si l'on examine rapidement les caractéristiques sociales et scolaires de ceux qui participent activement, dans les années 30 et 40, au développement culturel du Québec, ces intellectuels innovateurs semblent issus de milieux relativement modestes. Habituellement originaires de l'extérieur de Montréal, ils sont souvent fils et filles de commerçants, d'artisans, de petits entrepreneurs ou d'agriculteurs, c'est-à-dire de familles qui exercent des emplois manuels mais qui conservent, au niveau économique ou professionnel, une large part d'indépendance. Le frère Marie-Victorin est le fils d'un commerçant relativement prospère de Québec; le R.P. Lévesque, o.p., est originaire du Lac-Saint-Jean où son père exerce l'occupation de chef de gare; le R.P. Mailloux, o.p., est le fils d'un agriculteur de la région de Montréal; Paul-Émile Borduas est le fils d'un artisan-menuisier de Saint-Hilaire. À cette première liste, l'on peut ajouter Adrien Pouliot, fils d'un pilote de l'Île d'Orléans et Esdras Minville, fils d'un pêcheur-cultivateur de la Gaspésie.

Pour plusieurs jeunes issus de la petite bourgeoisie et des classes populaires, la vocation religieuse demeure souvent une condition d'accès à une formation supérieure et à une carrière intellectuelle : sans être religieux, Borduas sera lui-même, au début de sa carrière, lié à l'Église à titre de décorateur d'église ; l'un de ses « disciples », Fernand Leduc, lorsqu'il s'inscrit à l'École des beaux-arts, est membre d'une communauté de frères. La décision que prendront pour leur part les R.P. Lévesque et Mailloux à la fin de leur noviciat est certes fonction de leur vœu d'obéissance (à une communauté qui tente alors d'élargir son champ d'activités et de renouveler son mode d'intervention), mais elle n'est nullement incompatible avec les dispositions et les préoccupations que leur a transmis leur milieu social et familial.

L'itinéraire du frère Marie-Victorin, des R.P. Lévesque et Mailloux, des Borduas, Pouliot, Minville est révélateur de tout un fonctionnement social. En

---

<sup>1</sup> Pierre Dandurand et Marcel Fournier, « Développement de l'enseignement supérieur, classes sociales et question nationale au Québec », *Sociologie et Sociétés*, vol. 12, n° 2, avril 1980, pp. 104-105.

effet, la conversion intellectuelle à la science, au progrès et à la modernité qu'appellent d'abord les Errol Bouchette et Léon Gérin et ensuite les Édouard Montpetit, Athanase David et Victor Doré ne peut se faire tant et aussi longtemps qu'elle n'est pas rendue nécessaire par la restructuration même des rapports sociaux, c'est-à-dire tant et aussi longtemps que des groupes et des classes sociales ne doivent pas recourir à la science pour maintenir ou améliorer leur position sociale.

Dans l'entre-deux-guerres, le rapport à l'éducation spécialisée et universitaire change d'une façon significative. Le premier indice est la diversification du système universitaire québécois francophone qu'entraîne le développement des secteurs des sciences, du commerce et des sciences sociales et qui annonce une modification de la structure sociale elle-même. Si au niveau des statistiques elles-mêmes, cette modification n'apparaît pas clairement, c'est que la stabilité de diverses catégories socio-professionnelles repose sur des processus de reconversion sociale interne : par exemple, la proportion des « administrateurs et propriétaires » au sein de la population active masculine francophone ne peut se maintenir entre 1921 (6%) et 1941 (7,2%) qu'à la condition que les positions de propriétaires qui disparaissent soient remplacées par celles de cadres dans les secteurs de la moyenne et de la grande entreprise et de l'État. De même la légère augmentation de la proportion des « professionnels et techniciens » (de 3,2% en 1931 à 4,3% en 1951) ne peut être attribuée au seul accroissement numérique des avocats, des notaires et des médecins : elle traduit le développement de nouvelles professions, en particulier celles d'ingénieurs et de professeurs <sup>1</sup>.

Un deuxième indice étroitement lié au premier est l'accès à l'université d'une plus grande proportion de jeunes issus des milieux de la petite bourgeoisie et de la classe ouvrière : en 1952-1953, l'on estime à près de 40% le pourcentage d'étudiants inscrits à l'Université de Montréal et à l'Université Laval qui ne sont pas bacheliers ès arts (diplôme du collège classique). Ces étudiants, qui se retrouvent principalement dans les nouvelles facultés de commerce et de sciences proviennent souvent, en raison de la flexibilité des normes d'admission à ces facultés, d'écoles primaires supérieures dont le recrutement est, en comparaison de celui des collèges classiques, plus populaire : la présence des fils de commerçants ou de gérants (38,7%) et de fils de techniciens ou d'ouvriers (32,9%) y est nettement plus élevée que celle des fils de membres de professions libérales (4,5%) <sup>2</sup> <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> P. Allen et W. Larken, *Tendances occupationnelles au Canada*, Montréal, École des Hautes Études Commerciales, 1951. Voir aussi N. Keyfitz, « Développements démographiques au Québec », dans : J.-C. Falardeau, *Essais sur le Québec contemporain*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1953, p. 67-95.

<sup>2</sup> A. Tremblay, *Les Collèges classiques et les Écoles publiques, Conflit ou coordination ?*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1954, p. 15-18; A. Tremblay, *Contribution à l'étude des problèmes et des besoins de l'enseignement dans la province de Québec*, Québec, Commission royale d'enquête sur les problèmes constitutionnels, 1955, p. 199.



Aussi importants soient-ils, les changements dans la structure sociale québécoise ne réduisent pas de façon significative l'écart -ou le « retard » - qui sépare francophones et anglophones au Québec. Fortement représentés dans les professions libérales - en 1941, 61,5% des médecins et chirurgiens, 78,7% des avocats et notaires et 85,8% des magistrats sont francophones -les francophones demeurent en position de faiblesse au Québec dans le secteur de la grande entreprise et du grand commerce, et aussi dans celui des « nouvelles professions scientifiques », en génie par exemple. Cette inégalité se manifeste dans la répartition selon les disciplines des diplômés des universités anglophones et francophones. Dans le secteur des sciences, la place qu'a acquise l'Université McGill se consolide et celle des universités francophones demeure fragile : la proportion des diplômes de premier cycle en sciences décernés par l'Université de Montréal et l'Université Laval diminue. Elle passe de 29% (55 sur 190) entre 1926 et 1930 à 16,5% (243 sur 1432) entre 1946 et 1950<sup>2</sup>. Par ailleurs, la proportion des diplômés de premier cycle en génie de ces deux universités s'accroît graduellement. Elle représente 21% (87 sur 412) de l'ensemble des diplômés entre 1926 et 1930 et atteint le seuil de 30% (460 sur 1 533) à la toute fin des années 40.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la survie de la nation apparaît plus que jamais auparavant liée au « culte de la compétence », l'enjeu politique premier se déplaçant même pour certains de la scène proprement politique à la scène universitaire et scientifique. L'un des premiers élèves de l'École des sciences sociales de l'Université de Montréal, Jean Désy, n'écrit-il pas en hommage à Édouard Montpetit : « La destinée de notre peuple qui s'est

<sup>1</sup> Source : *Statistiques 1957-58*, Université de Montréal. Cette catégorie comprend les comptables (20%) et les commerçants (19%). Pour l'Université Laval, nous n'avons pas une information comparable. Les seules données disponibles concernent les diplômés de cinq facultés pour la période de 1947 à 1965. Même si les catégories socio-professionnelles sont floues, nous pouvons conclure à la présence relativement forte des étudiants issus des milieux de « l'administration, du commerce et de la finance » : 17,6% en théologie, 27,1% en médecine, 19,1% en droit, 27,0% en sciences sociales et 28,7% en sciences. Sources : R. Gaudreau, *L'Évolution des origines sociales des finissants en théologie de l'Université Laval, de 1947 à 1968*, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval, 1969, p. 128; R. Langelier, *L'évolution des origines sociales des finissants en médecine de l'Université Laval, de 1948 à 1965*, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval, 1967, p. 55; Paul P. Chicoine, *Évolution des origines sociales des finissants en droit à l'Université Laval (1947-1965)*, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval, 1967, tableau XIV; M. Plante, *Évolution des origines sociales des diplômés de la Faculté des sciences sociales de l'Université Laval (1947-1967)*, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval, 1968, tableau XVII; A. Cloutier, *Évolution des origines sociales des diplômés de la Faculté des sciences de l'Université Laval, de 1947 à 1965*, Faculté des sciences de l'éducation, Université Laval, 1968, p. 192.

<sup>2</sup> Louis Maheu, *Enseignement supérieur et Structure sociale : les fonctions sociales de l'université québécoise*, Paris, École pratique des hautes études, thèse de 3e cycle, 1974, p. 461 ss.



jouée dans l'enceinte parlementaire au 19<sup>e</sup> siècle, se joue maintenant à l'université<sup>1</sup> ».

\* \* \*

L'« entrée dans le modernité », qui trouvera toute son expression au moment de la Révolution tranquille au début des années 60, coïncide avec ce qu'il est maintenant convenu d'appeler la « montée des classes moyennes<sup>2</sup> ». En Angleterre et aux États-Unis, les projets de « modernisation », en particulier du système scolaire et de l'université, datent de la seconde moitié du 19<sup>e</sup> siècle et correspondaient à la montée non pas de ces classes mais à l'arrivée d'une nouvelle classe dirigeante - la bourgeoisie industrielle - qui liait son ascension à la modernité et au progrès. Au Québec, au début du siècle, les mêmes forces ont été à l'œuvre, mais elles n'ont pas réussi, en raison de leur faiblesse et aussi du poids de l'Église, à imposer leur idéologie et à réaliser complètement leur projet. Coïncée sur le plan idéologique et social, écartelée entre les militants de l'Action française et ceux de l'École sociale populaire, la génération intellectuelle des Montpetit, dont plusieurs se sont compromis avec le Parti libéral que dirigeait Alexandre Taschereau, pouvait difficilement élaborer, de façon autonome et cohérente, une idéologie libérale, celle du progrès et de la modernité. Même si l'université est passée graduellement d'une institution « traditionnelle » vouée à la formation des membres des professions libérales à une grande organisation constituée de multiples départements, celle-ci est demeurée, jusqu'à la fin des années 40, beaucoup plus un lieu de diffusion et de vulgarisation de culture générale qu'un centre d'élaboration de connaissances scientifiques et de formation d'une main-d'œuvre hautement qualifiée. On peut parler de l'échec d'une génération, même si plusieurs de ses contributions, aux niveaux institutionnel et intellectuel, sont d'une grande importance.

<sup>1</sup> Jean Désy, « Hommage à Édouard Montpetit », *Les Sentiers de la culture*, Montréal, Fides, 1954, p. 5.

<sup>2</sup> Cette thèse est largement présente dans la littérature sociologique. Il a d'abord été question de « nouvelles élites » : J.C. Falardeau, « Élitisme traditionnelles et élites modernes », *Recherches sociographiques*, vol. 7, n° 1-2, 1960, pp. 132-145 ; Hubert Guindon, « Réexamen de l'évolution sociale au Québec (1960) », dans : Y. Martin et M. Rioux, *La Société canadienne-française*, Montréal, HMH, 1971, pp. 149-173. Certains ont ensuite parlé de « classes moyennes » : Jacques Brazeau, « L'émergence d'une nouvelle classe moyenne au Québec (1963) », dans : Yves Martin et Marcel Rioux, *La Société canadienne-française*, op. cit., pp. 325-335 ; Louis Maheu, « La conjoncture des luttes nationales au Québec : mode d'intervention étatique des classes moyennes et enjeux d'un mouvement social de rupture », *Sociologie et Sociétés*, vol. 2, n° 2, 1974 ; M. Renaud, « Quebec New Middle Class in the Search of a Local Hegemony », *International Review of Community Development*, nos 39-40, 1978, pp. 1-36. D'autres ont, enfin, préféré parler de la « petite bourgeoisie », ancienne et nouvelle : Gilles Bourque et Nicole Laurin-Frenette, « Classes sociales et idéologies nationalistes au Québec, 1760-1970 », *Sociologie québécoise*, n° 20, 1970, pp. 13-56 ; Denis Monière, *Le Développement des idéologies au Québec*, Montréal, Québec/Amérique, 1977.

Il fallut la conjoncture de l'entre-deux-guerres, en particulier la crise, cette « grande poseuse de questions » selon l'expression d'Albert Faucher, et le processus de reconversion qu'opèrent alors des groupes sociaux pour réunir les conditions d'émergence d'une véritable « culture du professionnalisme » caractérisée par le refus de toute forme d'autorité traditionnelle et d'amateurisme et par le mépris à l'égard de la médiocrité et de l'incompétence<sup>1</sup>, qui conduira, dans le secteur des arts, des lettres et des sciences, à une « professionnalisation de la culture ». À la tradition séculaire et à l'ignorance des pères, on opposera la science et le savoir du « professionnel » (ingénieur, chimiste, etc.). Le lieu d'élaboration de la culture ne sera plus le salon et le cabinet, mais bien le laboratoire et le colloque scientifique.

Cependant, comme tout processus de reconversion, celui qui s'amorce au moment de la crise économique et qui provoquera deux décennies plus tard une crise dans les mécanismes mêmes de reproduction sociale - démantèlement du réseau des collèges classiques à la suite de la publication du Rapport Parent et mise sur pied des cégeps - est loin d'être entièrement réussi. Tout se passe comme si ceux qui se trouvaient entraînés dans le double mouvement de mobilité sociale et de mobilisation sociale étaient, tant au niveau de l'orientation idéologique que de la position sociale, attirés par l'un et l'autre pôles de leur trajectoire sociale : d'un côté, le milieu dont ils étaient issus, celui de la petite entreprise, du petit commerce et de l'artisanat et, de l'autre, le milieu vers lequel ils se dirigeaient, celui des « nouvelles classes moyennes », dont la constitution est étroitement associée au développement de l'État et de la grande entreprise, c'est-à-dire à la multiplication des postes de cadres salariés, moyens et supérieurs, et de spécialistes de toute sorte. En particulier pour ceux qui occupent une position intermédiaire entre ces deux milieux, par exemple les responsables de l'enseignement universitaire du commerce ou de l'administration et aussi de la science (en particulier de la science appliquée), la tension entre les deux pôles est grande et se traduit dans leurs attitudes et dans leurs orientations politiques : avocats tantôt du coopératisme, tantôt de la planification, un Esdras Minville et aussi un François-Albert Angers se font les apôtres de la recherche d'une troisième voie entre le libéralisme capitaliste et le communisme totalitaire. Ces universitaires, qui sont activement engagés avec le chanoine Lionel Groulx dans un mouvement de « renaissance du nationalisme », contribueront à un renouvellement du conservatisme, le « changement ne pouvant s'effectuer sans une fidélité au passé<sup>2</sup> ».

<sup>1</sup> B.J. Bledstein, *The Culture of Professionalism, The Middle Class and the Development of Higher Education in America*, New York, Norton, 1978.

<sup>2</sup> Esdras Minville, *L'Économie du Québec et la Science économique*, Montréal, Fides, 1980, p. 125. Voir aussi M. Fournier, « D'Esdras à Jean-Jacques ou la recherche d'une troisième voie », *Possibles*, vol. 4, nos 3-4, été 1980, pp. 251-273. Le mouvement nationaliste et la forme que prend au Québec un mouvement qui en France au milieu des années 30 correspond à la mobilisation des classes moyennes (L. Boltanski, *Les cadres, la formation d'un groupe social*, Paris, Éditions de Minuit, 1982).

La « révolte contre les pères », contre l'ignorance et le laisser-faire, prendra donc, à la sortie de la crise puis au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, des formes diverses, ramenant les uns vers le passé et poussant les autres vers le futur : la division qui s'opère entre les membres d'une même génération se traduira dans l'opposition entre le « national » et le « social ». Toutefois, même chez les « modernes », la défense de la modernité, de la science et du progrès ne signifie ni ne conduit à une rupture totale : pas plus que l'obtention d'une formation et d'un titre scientifiques ne fait perdre la foi, la recherche du changement n'élimine le souci de l'ordre. Pour la plupart des intellectuels de cette génération, la tension entre les deux pôles de leur trajectoire sociale s'exprimera dans la recherche de *l'équilibre sur* le plan socio-politique et intellectuel. Elle explique aussi leur intérêt pour le renouveau du thomisme et pour le personnalisme : tout comme ils se font les défenseurs de la liberté sans rejeter toute autorité, ceux-ci tendent à subordonner l'action, individuelle et collective, à la rationalité sans renier toute doctrine. Seul Paul-Émile Borduas, dans son discours (le *Refus global*) beaucoup plus que dans ses oeuvres, transgressera les règles du jeu et le « bon sens ». Rejeté à la fois par les anciens et par les modernes, par le pouvoir et l'opposition, il n'aura d'autres choix que l'exil et, au moment où ses « anciens amis » s'appêtent à accéder au pouvoir, la mort.

[Extrait, en texte intégral, du livre de M. Marcel Fournier, **L'entrée dans la modernité. Science, culture et société**, pp. 13 à 40. Montréal : Les Éditions Albert Saint-Martin, 1986, 240 pp.